



IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES COMMUNAUTÉS LES PLUS VULNÉRABLES EN AFRIQUE

Étude de cas du
Nigeria, du Cameroun,
du Togo et de
l'Afrique du Sud



IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES COMMUNAUTÉS LES PLUS VULNÉRABLES EN AFRIQUE

Étude de cas du Nigeria, du Cameroun, du Togo et de l’Afrique du Sud

Remerciements

Corporate Accountability and Public Participation Africa (CAPP) tient à remercier Corporate Accountability pour son soutien dans nos recherches sur les impacts du changement climatique dans les communautés les plus exposées de quatre pays africains. Le choix du Nigeria, du Togo, du Cameroun et de l’Afrique du Sud vise à montrer l’ampleur des impacts du changement climatique sur le continent et la manière dont les communautés font face à une crise dont elles ne sont pas responsables.

Merci à nos partenaires : Ndivile Mokoena de Gender CC en Afrique du Sud, Kwami Kponzo du Centre pour la justice environnementale au Togo, et Younoussa Abbosouka du Centre africain de plaidoyer (ACA) au Cameroun, pour leurs rapports et travail de terrain. Nous tenons également à saluer le travail de l’équipe de CAPP — Ogunlade Olamide et Philip Jakpor pour la rédaction du présent rapport.





RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le rapport Impacts du changement climatique sur les communautés les plus vulnérables en Afrique souligne que l'Afrique n'est pas protégée des impacts du changement climatique, bien qu'elle soit celle qui contribue le moins aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. En fait, l'Afrique subit plus que sa juste part des impacts. L'augmentation des déplacements et des pertes en vies humaines dans la région sont non seulement inquiétantes, mais témoignent en plus d'une triste réalité.

Le rapport 2022 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dresse¹ un tableau inquiétant de l'impact du changement climatique en Afrique et met en garde que la situation risque d'empirer si les pays vulnérables n'adoptent pas des mesures de « réductions rapides et importantes des émissions de carbone et ne renforcent pas les mesures d'adaptation au changement climatique ». Qu'il s'agisse des régions côtières du Nigeria, où la montée du niveau de la mer continue de déplacer les habitants, des changements climatiques et de la baisse du niveau des eaux en Ouganda, de la hausse des températures au Togo ou des récentes inondations en Afrique du Sud², les habitants des communautés les plus vulnérables de la région continuent de compter leurs pertes. Les moyens de subsistance ont disparu, de nouvelles maladies et de nouveaux conflits sociaux font des ravages et une pression croissante s'exerce sur leur économie.

Durban, en Afrique du Sud, a connu un glissement de terrain meurtrier³ en avril 2022, provoqué par des précipitations supérieures à la normale, qui a fait 443 morts dans le KwaZulu-Natal et plus de 40000 disparus. Plus de 40000 personnes ont été déplacées, près de 4000 maisons détruites et plus de 8000 autres endommagées, principalement dans la ville de Durban.

Les régions de Kara et Savannah au Togo connaissent des sécheresses constantes ayant entraîné une augmentation de la température montant jusqu'à

40 °C, tandis que l'augmentation des températures et la sécheresse prolongée dans les régions du nord Cameroun ont déjà entraîné la migration des populations locales vers les pays voisins ou les ont poussées plus au sud à la recherche d'eau et de terres arables.⁴ Les rendements des cultures ont été affectés par le raccourcissement de la saison des pluies et l'augmentation de la température. Les terres côtières du Nigeria sont désormais sujettes aux inondations et aux crues, tandis que la partie septentrionale du pays continue de se débattre avec la sécheresse causée par la diminution des précipitations et l'augmentation de la température. Le lac Tchad et d'autres lacs du pays s'assèchent et risquent de disparaître dans quelques années.⁵

Ces incidents surviennent au lendemain du cyclone Idai de 2019, qui a dévasté le Mozambique et a eu des répercussions sans précédent sur Madagascar, le Malawi et le Zimbabwe, faisant environ 1000 morts et 3 millions de sinistrés.⁶

Paradoxalement, ces incidents étranges et inquiétants se multiplient dans la région alors même que les appels se multiplient pour que les gouvernements africains tiennent les grands pollueurs responsables de leurs infractions depuis des générations. Les gouvernements africains ne doivent pas laisser les entreprises infiltrer leur espace politique dédié au climat, elles-mêmes à l'origine des maux qu'ils cherchent aujourd'hui à résoudre. Ils doivent payer pour leurs actes délibérés d'indolence et d'insensibilité.

Le présent rapport documente les impacts auxquels sont confrontées les communautés les plus vulnérables au Nigeria, en Afrique du Sud, au Togo et au Cameroun, et compile des témoignages des membres des communautés locales, en particulier les femmes, qui souffrent le plus du changement climatique mais sont exclues des processus de prise de décision ou ne sont pas considérées comme pertinentes dans la gestion de la crise.

1 <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>

2 <https://www.voanews.com/a/south-african-flood-victims-shelters-damaged-by-more-rains/6588616.html>

3 <https://reliefweb.int/map/south-africa/landslide-and-flash-floods-impact-analysis-west-durban-ethekwini-metropolitan>

4 <https://www.unhcr.org/news/stories/2021/11/618ba0ac4/dwinding-rains-northern-cameroon-spark-conflict-displacement.html>

5 <https://www.bbc.com/news/world-africa-43500314>

6 <https://www.reuters.com/article/us-africa-cyclone-toll-idUSKCN1RR0NA>



**Okun Alfa dans
la zone du
gouvernement
local d'Eti Osa de
l'État de Lagos**

NIGERIA

Communauté : Okun Alfa dans la zone du gouvernement local d’Eti Osa de l’État de Lagos, au Nigeria.

Le Nigeria s’étend sur une superficie de 923 769 kilomètres carrés (356 669 milles carrés) couvrant plusieurs régions climatiques : une étroite ceinture côtière de mangroves ; une section un peu plus large de régions vallonnées et de forêts tropicales humides ; un plateau central sec encore plus grand, avec des forêts ouvertes et de la savane ; et une bande de semi-désert sur les franges du Sahel. Les principales particularités géographiques du pays sont les fleuves Niger et Bénoué, tandis que les plus hauts sommets se trouvent dans les hauts plateaux de l’Est, à la frontière du Cameroun, avec des sommets allant jusqu’à 2 418 mètres. La zone de hautes terres la plus étendue est le plateau Jos, dans la région du centre-est du Nigeria, située entre 600 et 1 200 mètres au-dessus du niveau de la mer, avec des sommets allant jusqu’à près de 1 800 mètres.⁷

Autrefois station de loisirs, Okun Alfa, également connue sous le nom de communauté de la plage Alpha⁸, est située près de l’Atlantique. C’est l’une des nombreuses communautés côtières qui ont jadis bénéficié du potentiel touristique des plages de Lagos, mais qui sont aujourd’hui à la merci de l’océan Atlantique en raison du changement climatique et de la montée du niveau de la mer. La situation critique des communautés d’Okun Alfa est aggravée par l’Eko Atlantic City⁹, un projet immobilier de 1 037 763 hectares soutenu par l’État, et la raffinerie Dangote, un projet de 19 milliards de dollars qui affecte fortement les communautés côtières.¹⁰

Les résidents et les habitants du littoral sont confrontés à la dure réalité de devoir abandonner leurs moyens de subsistance et leur dignité sociale. La plus récente des séries d’inondations a eu lieu en mai 2022. Cette



Un jeune garçon de la communauté d’Okun Alfa tasse du sable au bord de la mer. Des bouteilles en plastique et des emballages jonchent le bord de mer.

vague, plus intense que les précédentes, a bloqué les activités de la communauté pendant sept jours. Les maisons ont été inondées, les magasins de fortune ont été emportés, et les poteaux et câbles électriques ont été déracinés. L’unique route goudronnée de la communauté est maintenant sous l’eau. Le centre névralgique de son économie — le littoral d’Alpha Beach — est toujours recouvert de souvenirs des ravages causés par la marée. Les habitants de la communauté d’Okun Alfa sont généralement des pisciculteurs, et leurs jeunes exploitent le potentiel touristique offert par l’Atlantique pour installer des toilettes pour les touristes le long de la côte atlantique, mais leurs moyens de subsistance ont maintenant disparu, et les perspectives d’un avenir brillant ont été remplacées par le désespoir et le dénuement.

Le CAPPa a visité la communauté d’Okun Alfa le 21 juillet 2022, afin de documenter les impacts de l’élévation du niveau de la mer et la façon dont les inondations incessantes ont affecté leur bien-être socio-économique, dans l’optique de faciliter des actions durables d’adaptation et d’atténuation. Plus de soixante (60) résidents, principalement des femmes, des jeunes et des personnes handicapées, ont été interrogés afin d’obtenir une image claire de leur vécu et de leurs attentes vis-à-vis du gouvernement.

⁷ <https://www.countryreports.org/country/Nigeria/geography.htm>

⁸ <https://www.sunnewsonline.com/on-the-brink-of-extinction/>

⁹ <https://www.ekoatlantic.com/>

¹⁰ <https://www.thecable.ng/investigation-2-in-nigeria-refining-oil-costs-more-than-human-lives>

Témoignages

Nojima Dupe, âgé de 37 ans, petit commerçant, résident d'Okun Alfa

« Les quinze dernières années des trente où j'ai vécu à Elegushi sont les pires de toutes. La montée du niveau de la mer, qui laisse souvent derrière elle des dunes de sable, a englouti ma petite boutique. La pêche est désormais impossible car les poissons se sont enfoncés plus profondément dans l'Atlantique. Les gens d'ici font maintenant n'importe quoi pour survivre. »

Hafsat Sanni, âgée de 75 ans, agriculteur, résidente de Mopopo

« J'étais autrefois propriétaire, mais je suis maintenant devenu locataire d'un appartement en zone marécageuse, à cause du dragage de l'océan Atlantique qui a emporté mon immeuble en 2018. Bien qu'il soit difficile de quitter la communauté dans laquelle j'ai vécu pendant plus de 22 ans, je suis maintenant totalement épuisé. Je suis vraiment déprimée. »

Alhaja Olabisi Hamzalat, âgée de 100 ans, résidente d'Elegushi

« Le grand silence du gouvernement face à la détresse des habitants d'Elegushi est très inquiétant. Les embarcadères construits par le gouvernement sont précaires et doivent être remplacés de toute urgence, sinon toute la communauté sera bientôt sous l'eau. Je suis maintenant obligée de faire mes adieux à une communauté dans laquelle j'ai tant investi à cause des ravages de l'océan Atlantique ».



Alhaja Olabisi Hamzalat, la personne la plus âgée de la communauté d'Okun Alfa, raconte les effets néfastes de la montée des eaux sur les habitants et le manque de soutien de la part du gouvernement.

Alhaji Yekini Ogun, 66 ans, agriculteur, résident d'Okun Alpha

« Je trouve difficile d'assister à l'extinction de la communauté qui a abrité mon enfance. Dans mes premières années à Elegushi, les choses étaient belles et les perspectives d'un avenir brillant s'offraient à moi, mais tout a changé et mes espoirs se sont évanouis. »

Aminat Yesuf, âgée de 20 ans, étudiante et résidente d'Okun Alpha

« J'ai manqué l'école de nombreuses fois à cause des inondations causées par la montée du niveau de la mer. Lors de la dernière inondation, les véhicules ne pouvaient pas accéder à la communauté car les routes étaient sous l'eau. Les motocyclistes, connus sous le nom d'okada, qui parcourent certaines parties de la communauté en dehors de la ville, exigent désormais entre 800 et 1 000 nairas pour les déplacements. C'est devenu la norme dès qu'il pleut. »

Ngozi Amara, femme d'âge moyen, vendeuse d'aliments, résidente d'Elegushi

« Je ne compte plus le nombre de fois où j'ai dû me rendre à l'hôpital pour soigner des infections hydriques. L'inondation ne se contente pas de venir et d'inonder, elle empoisonne également nos puits dont nous dépendons pour nous désaltérer. »

Baale Okun Alfa, âgé de 70 ans, chef traditionnel d'Elegushi

« Ce à quoi les habitants d'ici sont confrontés est totalement décourageant. Nous pensons que le gouvernement ferait quelque chose, car ses projets ont aggravé la crise climatique, malheureusement, depuis que je suis le chef traditionnel d'Elegushi, tout ce que j'ai entendu, c'est qu'ils prévoient d'utiliser des fonds écologiques pour résoudre la crise, mais rien n'a été fait. Je parle d'une vingtaine d'années environ maintenant. Mon peuple est prêt à déménager si le gouvernement prend nos préoccupations au sérieux, mais le gouvernement n'est pas prêt. Ils nous ont abandonnés à notre sort »



Une femme marche le long du rivage érodé de la plage. Les inondations régulières ont empêché aux enfants d'aller à l'école, empoisonné les puits dont les individus dépendent pour l'eau et créé des dunes de sable qui engloutissent les commerces locaux.

Observation :

La visite a confirmé des impacts climatiques hors du contrôle des résidents. L'impuissance des habitants de la communauté, malgré leurs protestations au cours des 10 dernières années, montre que le gouvernement ne s'intéresse qu'aux projets de plusieurs milliards de dollars autour d'Okun Alfa et non à la situation critique des habitants ordinaires de la communauté appelés à faire face au double défi du changement climatique et des impacts des projets qui les entourent, notamment de la raffinerie Dangote qui n'a peut-être pas respecté l'étude d'impact environnemental et social (EIES) standard¹¹.

¹¹ <https://www.theguardian.com/environment/2019/nov/20/what-will-be-left-for-us-lagos-fishermen-lament-the-oil-refinery>
Contenu et photos par Corporate Accountability and Public Participation Africa



NIGER

CHAD

NIGERIA

Kakou communauté

Ouro Garga communauté

CAMEROON

CENTRAL AFRICAN
REPUBLIC

EQUATORIAL GUINEA

PRINCIPE

GABON

CONGO

DEMOCRATIC
REPUBLIC

CAMEROUN

Communautés : Kakou et Ouro Garga

Le Cameroun se trouve à l'ouest de l'Afrique centrale, sur la côte du golfe de Guinée, à une latitude de 3 – 13° N. Les régions du sud du Cameroun sont généralement humides et équatoriales, mais le climat devient semi-aride dans les régions du nord.

La géographie du Cameroun est très diversifiée, et ses caractéristiques topographiques superposent les variations climatiques sur ce gradient nord-sud. La plaine côtière de faible altitude s'élève rapidement vers les régions intérieures de hauts plateaux et de chaînes de montagnes. La chaîne de montagnes du Cameroun s'étend le long de la frontière nord du pays avec le Nigeria, avec des sommets de plus de 3 000 m. Le nord semi-aride du Cameroun (au nord de 6° N) est la partie la plus chaude et la plus sèche du pays, connaissant des températures moyennes comprises entre 25 et 27 °C tandis que les températures dans les régions du sud allant de 20 à 25 °C dépendent largement de l'altitude, et varient peu avec la saison. Les précipitations annuelles sont les plus élevées dans les régions côtières et montagneuses du Cameroun.¹²

Cette étude a été réalisée dans les communautés de Kakou et Ouro Garga de la région septentrionale du Cameroun. La sécheresse induite par le changement climatique dans la région septentrionale du Cameroun a entraîné une baisse des rendements agricoles et une perturbation des calendriers agricoles.¹³ Dans les communautés touchées — Kakou et Ouro Garga — il s'est noté une augmentation du coût des aliments, une instabilité de leurs prix, une augmentation des taux de malnutrition et de pauvreté, et une insécurité alimentaire. Les habitants sont confrontés, entre autres, à la dégradation des sols, à la réduction des terres cultivables et à l'augmentation des attaques d'insectes.

12 https://www.geog.ox.ac.uk/research/climate/projects/undp-cp/UNDP_reports/Cameroon/Cameroon.hires.report.pdf

13 <https://www.jstor.org/stable/24432589>

L'impact des sécheresses provoque également l'assèchement des rivières et la baisse de la nappe phréatique actuelle. D'après les pêcheurs, certaines espèces de poissons ont totalement disparu. En général, il est extrêmement difficile d'obtenir de l'eau pour les usages domestiques ou autres, tout au long de l'année. Cette pénurie d'eau a augmenté l'incidence des maladies hydriques telles que la diarrhée, le choléra, la méningite et la rougeole. Ces maladies touchent particulièrement les enfants.

Au-delà de l'eau destinée à la consommation et à l'agriculture, la production d'énergie au Cameroun dépend fortement de la disponibilité des ressources en eau et des conditions climatiques. Tout le nord du Cameroun (Nord, Extrême-Nord et Adamaoua) dépend du seul barrage hydroélectrique de la région, le barrage de Lagdo. En raison de la sécheresse, la ressource en eau du barrage est menacée.¹⁴ La sécheresse a entraîné des coupures de courant (parfois deux jours sans électricité dans certaines), ce qui affecte la capacité des appareils ménagers à fonctionner, et donc la conservation des aliments dans les réfrigérateurs. Ce phénomène a commencé il y a environ cinq ans.

Ces impacts ont été exacerbés par les activités d'une société appelée ROCA, située à proximité du village de Kakou. Cette société exploite la carrière et procède à des coupes abusives de bois vert pour chauffer les pierres, depuis des années. Elle contribue énormément à la destruction de l'environnement et fait l'objet d'importants litiges dans la région,¹⁵ mais comme cette société a des ramifications au plus haut niveau de l'État, la population ne sait pas vers qui se tourner.

L'autre conclusion remarquable issue de nos réunions

14 https://pdfs.semanticscholar.org/cd67/3e4e57ac781e9cec363213cf4b5ec2ffca3.pdf?_ga=2.43306981.1904697113.1664319504-1093679789.1664319504

15 <https://www.afrik21.africa/en/cameroon-climate-bruised-northerners-cry-out-to-cop27/>

communautaires est que certains des résidents comprennent les défis climatiques auxquels ils sont confrontés, en connaissent les causes et les responsables, et ont même la solution à leur problème, mais ils ont peur de s'exprimer en toute confiance et en toute sécurité. Les structures gouvernementales au Cameroun sont lentes à répondre aux besoins locaux, notamment ceux des plus vulnérables. Des exemples tels que Kakou et Ouro Garga ne sont qu'une preuve parmi tant d'autres. Les communautés de Kakou et Ouro Garga n'ont pas, à ce jour, une « voix » forte ou une organisation qui peut porter haut leur voix.

Le Centre africain de plaidoyer a fait appel aux deux communautés pour recueillir les données relatives aux impacts du changement climatique et leurs témoignages.



Un jeune éleveur subit les conséquences de la diminution drastique des ressources en eau due au manque de précipitations.

Témoignages

Ndeomie Marceline, âgée de 41 ans, agricultrice et vendeuse dans le village Ouro Garga

«La variation des précipitations est un phénomène récent. Nous rencontrons des difficultés pour accéder à une eau de bonne qualité, car la plupart des individus s'approvisionnent dans les cours d'eau qui sont presque asséchés. La population creuse maintenant le sol pour recueillir de l'eau à boire et pour abreuver leurs animaux. Auparavant, il était facile de trouver de l'eau souterraine à une profondeur de moins d'un mètre, mais depuis 2021, il faut creuser deux mètres ou

plus pour trouver de l'eau.

De plus, l'irrégularité des pluies favorise la multiplication des moustiques qui transmettent le paludisme à la population. Cette année, on a constaté l'apparition d'une nouvelle maladie chez les enfants appelée "érythème fessier." Cette maladie est due à la rareté ou à l'absence d'eau pour l'hygiène des enfants. »

Al H adjj Saliou, âgé de 52 ans, président de l'association des pêcheurs du village Kakou

« Plus l'eau est disponible, plus les hippopotames viennent, plus les poissons sont présents. À cause de la diminution drastique des ressources en eau, les poissons ne viennent plus, et ne se reproduisent pas. Vers 2016, le niveau d'eau était stable dans la rivière jusqu'en mars. Mais maintenant, l'eau passe et ne reste plus, et la rivière est envahie par les mauvaises herbes.

Avant, les pêcheurs avaient un revenu quotidien de 30000 à 50000 FCFA (environ 47 à 78 dollars US) par jour, et ils pouvaient subvenir aux besoins essentiels de leur famille. Aujourd'hui, ils se consolent avec des petits poissons et gagnent à peine 1 000 F de revenu par jour. Ils ne peuvent donc plus assurer une alimentation équilibrée à leur famille. Les enfants, surtout les filles, ne vont plus à l'école. »

Zalai Philipe, âgé de 37 ans, agriculteur du village Ouro Garga

«La pluviométrie connaît maintenant des variations. Pendant la saison agricole, les pluies commencent, et dès que les gens sèment, les pluies s'arrêtent. Les semences sont détruites, et nous devons en acheter de nouvelles. La majorité de la population n'a pas les revenus nécessaires pour acheter des semences deux fois par saison. Cette année, nous avons perdu l'espoir de pratiquer notre seule activité, l'agriculture. Les pluies n'ont pas commencé à la saison habituelle. Ce n'est que maintenant que la pluie tombe un peu et nous essayons de planter du coton, du maïs, des haricots, des arachides et du millet.

Les années précédentes, les saisons des pluies étaient contrôlées. Les produits agricoles tels que le millet et les haricots étaient semés vers la fin de la saison des pluies. Maintenant avec les variations climatiques, nous

sommes obligés de tout semer en même temps. Cette situation ne favorise pas les bons rendements, et les sols agricoles sont de moins en moins fertiles, ce qui nécessite une forte utilisation d'engrais chimiques pour avoir un rendement moyen.

Sur le plan socio-économique, la baisse continue des rendements agricoles au fil des années à cause du changement climatique entraîne une baisse considérable des revenus, les ménages ne sont plus en mesure de satisfaire pleinement leurs besoins vitaux tels que les apports alimentaires qui sont réduits, la malnutrition des enfants et les parents ne peuvent plus payer la scolarité de leurs enfants. »



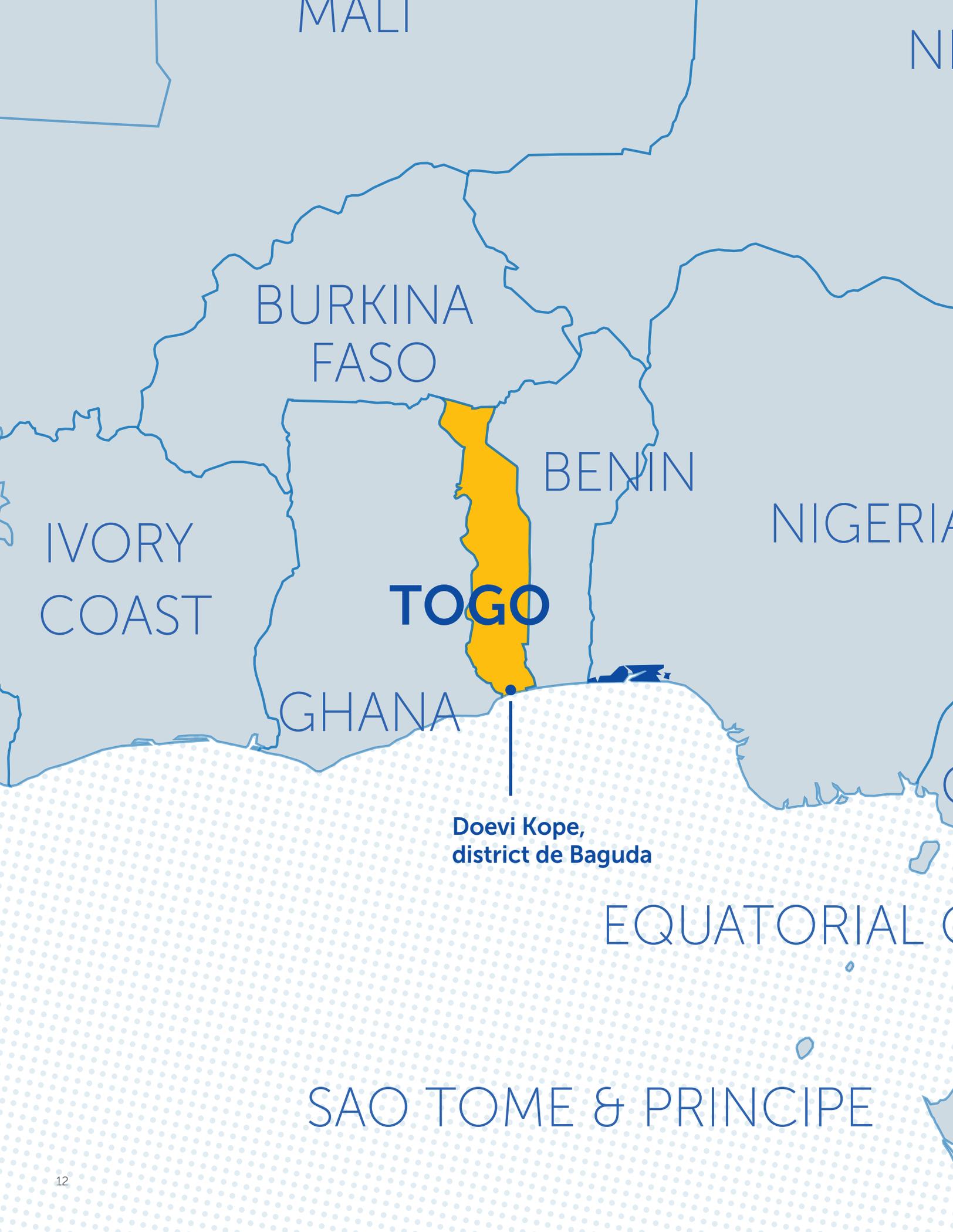
Une femme Adjarienne du village de Kakou explique les difficultés rencontrées par les femmes du village face au changement climatique.



Les chefs de la communauté du village de Kakou partagent leurs expériences avec l'ACA.

Observation :

Les impacts du changement climatique sont évidents dans le nord Cameroun et le rendement ainsi que la productivité alimentaire en sont négativement affectés. L'économie des résidents est sérieusement affectée et, si une solution n'est pas rapidement trouvée, cette situation pourrait engendrer des troubles sociaux. Seule la mise en œuvre d'initiatives communautaires d'adaptation au changement climatique permettra de sauver la situation.



MALI

NI

BURKINA
FASO

BENIN

NIGERIA

IVORY
COAST

TOGO

GHANA

Doevi Kope,
district de Baguda

EQUATORIAL C

SAO TOME & PRINCIPE

TOGO

Communautés : Doevi Kope, district de Baguda

Pays côtier de 56 000 km², l'économie du Togo dépend essentiellement du climat, 70 % de la population étant impliquée dans l'agriculture, la pêche et d'autres activités agricoles. Le changement climatique dans le pays est caractérisé par des événements extrêmes, des inondations, des pluies irrégulières, des périodes sèches, des sécheresses, une augmentation de la température, une montée du niveau de la mer, une érosion côtière, etc.

Les communautés situées le long du littoral, relativement petit d'environ 50 km, sont confrontées à de nombreux défis, allant de la faiblesse des précipitations à l'érosion côtière. L'érosion côtière constitue la principale menace pour ces communautés. En raison de la montée du niveau de la mer et du recul des côtes, de nombreuses communautés côtières ont subi les effets dévastateurs d'inondations, qui ont entraîné la destruction d'infrastructures (routes, maisons, hôtels, restaurants). Tous ces défis sont certes signalés, cependant les hommes et les femmes de ces communautés, composées principalement de pêcheurs, qui subissent les impacts du changement climatique, ne reçoivent pas toute l'attention nécessaire.

La présente étude analyse les expériences d'une communauté côtière au Togo appelée Doevi Kope qui fait face aux effets du changement climatique. La communauté côtière concernée abritait autrefois une couverture végétale de forêts à feuillage semi-caduc. À l'époque, dans les années 1970 à 1980, c'était aussi une région de palmiers, de cocotiers et de cultures agricoles pérennes (maïs, manioc, etc.). Doevi Kope (Latitude 6,155277, Longitude 1,327504) est un village de la Commune de Baguida, alias Golfe 6 dont la population est de 1 500 habitants, sérieusement menacé par l'érosion et les inondations côtières. Bolloré Africa Logistics, la société qui construit actuellement le port de Lomé, serait responsable de



L'avancement de la mer continue d'augmenter à Doevi Kope, une communauté côtière du Togo.

l'extraction de sable et de l'accaparement de terres qui déclencherait les impacts du changement climatique dont souffrent actuellement les habitants de Doevi Kope, un village de la banlieue proche du port maritime.¹⁶

L'accès aux services sociaux et aux infrastructures de base demeure un défi pour le village en raison de la montée du niveau de la mer et de l'érosion côtière qui ont entraîné la submersion de nombreuses terres communautaires, avec des maisons et des propriétés englouties par l'océan Atlantique. La plupart des puits du village se sont effondrés sous l'effet de la montée du niveau de la mer et de l'érosion côtière.

La seule école primaire existante a été abandonnée en raison de l'érosion côtière. La perturbation de la dynamique familiale au sein du foyer en raison des déplacements fréquents, et la précarité des moyens de subsistance ont entraîné des problèmes sociaux (tabagisme, grossesse précoce, mariage précoce, banditisme, etc.) et une misère dont les premières victimes sont les jeunes et les filles.

Cette situation est une source d'inégalité entre les hommes et les femmes dans le village. La zone ne possède qu'un seul forage, obligeant les femmes et les filles à passer beaucoup de temps à aller chercher de l'eau. De plus, le village ne dispose d'aucun centre de santé pour les soins primaires et d'aucune installation sanitaire.

¹⁶ <https://www.oaklandinstitute.org/people-call-united-nations-end-business-bolloré-group>

Témoignages

**Kossigan, , âgé de 58 ans, pêcheur,
résident de Doevi Kope**

« Aujourd’hui, il est observé plus de vent et moins de pluie sur le littoral de Doevi Kope. Au mois de juin, il pleut moins qu’autrefois. »

**Francis Akoli, âgé de 44 ans, pêcheur,
résident de Doeki Kope**

« Nous sommes des pêcheurs et avons l’habitude d’attraper beaucoup de poissons par le passé, mais ces derniers temps, attraper des poissons en bonne quantité reste un défi pour Doevi Kope. »

**Ganyova Eligodo, âgé de 50 ans, pêcheur,
résident de Doeki Kope**

« En raison de l’érosion du littoral de notre communauté, beaucoup d’entre nous ne peuvent plus pratiquer la pêche ici ; nous devons maintenant nous déplacer vers d’autres zones pour pêcher. »

**Togbui Jean Doevi, âgé de 65 ans,
Chef local de la communauté Doevi Kope**

« À cause de l’érosion, nous avons perdu presque toutes nos terres où nous avons l’habitude de cultiver. Notre village était autrefois éloigné de la côte ; aujourd’hui, la mer est juste à nos portes. La mer se rapproche de plus en plus chaque année, entraînant la destruction des maisons », ont indiqué les membres de la communauté de Doevi Kope rencontrés. Outre le changement climatique, d’autres facteurs ont accéléré l’érosion côtière à Doevi Kope, notamment des activités comme l’extraction de sable et la construction du port de Lomé, facilitée par le gouvernement, et son positionnement sur la côte. Les villages situés après le port, comme Doevi Kope, subissent les pires impacts de l’érosion côtière et des inondations. »

« Nous avons perdu toutes nos terres et nos maisons, et nous ne pouvons plus mener nos activités de subsistance, comme l’horticulture et l’agriculture. Les



Les habitants de Doevi Kope participent à un sondage de groupe sur l’impact du changement climatique sur les habitants lors de la visite du Centre pour la justice environnementale au Togo.

terres de Doevi Kope sont immergées et l'agriculture y est impossible, s'accorde la communauté. »

Abra, âgé de 5 ans, étudiant et résident de Doevi Kope

« Nos puits d'où nous tirons notre eau sont tous engloutis par la mer. Il en va de même pour les toilettes, et nous nous débattons comme nous pouvons car nous manquons d'eau et d'installations sanitaires. »

Kossi Paul Ametepe, âgé de 38 ans, pêcheur, résident de Doevi Kope

« Ma maison a été détruite et je vis maintenant dans celle de ma tante. »

Un pêcheur local de 34 ans

« L'intensité de la mousson a augmenté au fil des ans — et par ricochet la fréquence des maladies chez les enfants également. Il faut aussi souligner que le déversement dans la mer des eaux usées des agro-industries érigées sur la côte contribue à la pollution de la mer et au déclin de notre pêche. »

Akouvi Akpene Gbogbo, âgé de 35 ans, vendeuse de poisson et résidente de Doevi Kope

« En tant que vendeuses de poisson, comme les hommes ne peuvent plus pêcher en grande quantité, nous ne pouvons pas vendre et obtenir assez d'argent pour subvenir aux besoins de notre famille. »

« Que pouvons-nous faire face au changement climatique? Nous sommes impuissants, nos biens dans ce village ont disparu dans la mer, et notre puits où nous allions chercher de l'eau est maintenant dans la mer. »

Kossi Gbeliko, âgé de 30 ans, pêcheur, résident de Doevi Kope

« Je suis contraint de pêcher au port de Lomé car je n'ai plus de place dans mon village. »

Kodjo Alipoti, âgé de 47 ans, pêcheur, résident de Doevi Kope

« Il faut aller se réinstaller ailleurs à cause des pertes et dommages causés par la montée du niveau de la mer et l'érosion côtière. »

Nevagnon Adjavon, âgé de 56 ans, pêcheur et résident

« Nous sommes inquiets et ne pouvons pas dormir tranquillement car la mer peut frapper à tout moment de la nuit. »

Observation:

Doevi Kope est gravement touché par la montée du niveau de la mer et l'érosion côtière. Cette communauté est victime du changement climatique et des abus des entreprises. Les résidents assistent impuissants aux ravages provoqués par la montée des eaux. Les industries agricoles du quartier polluent également l'eau, avec un impact grave sur la santé et le bien-être des habitants. La probabilité que Doevi Kope disparaisse au cours de la prochaine décennie est élevée, si des mesures urgentes ne sont pas prises pour mettre fin aux menaces actuelles.



NAMIBIA

ZIMBABWE

BOTSWANA

Eldorado Park

Kathlehong

ESWATINI

LESOTHO

SOUTH AFRICA

Afrique du Sud

Communauté : Communautés d'Eldorado Park et de Kathlehong, au sud de Johannesburg

L'Afrique du Sud est classée comme un pays semi-aride avec seulement 11 % de ses terres considérées comme arables et seulement 3 % de sols fertiles. Le pays a un climat modéré avec des journées ensoleillées et des nuits fraîches. Le point le plus au sud connaît une température annuelle moyenne de 61,8 degrés Fahrenheit, tandis que Johannesburg, situé à 5 700 au-dessus du niveau de la mer, a une moyenne annuelle de 60,8 degrés Fahrenheit. Pretoria, située à 1 356,96 mètres au-dessus de la mer, est plus chaude avec une température annuelle moyenne de 63,5 degrés Fahrenheit.

Les températures pourraient être trompeuses en raison des conditions de forte luminosité pendant la majeure partie de l'année, en particulier dans les régions intérieures de plateau de Highveld. Certes, l'Afrique du Sud est proche du tropique du Capricorne, cependant l'altitude élevée des régions intérieures donne lieu à un climat tempéré dans la majeure partie du pays. Dans l'hémisphère sud, les saisons sont opposées à celles de l'hémisphère nord : l'été s'étend d'octobre à mars, l'hiver de juin à septembre. La saison des pluies dans la région de Pretoria-Johannesburg a lieu en été, et la température dépasse rarement les 90 degrés F, avec des nuits fraîches. L'hiver est sec et frais, avec des températures quotidiennes variant de 30 degrés F la nuit à 75 degrés F le jour.¹⁷

Au cours de la dernière décennie, le changement climatique a entraîné une certaine instabilité météorologique qui alternent entre des inondations dans certaines parties du pays et des conditions de sécheresse dans d'autres,¹⁸ ce qui constitue une menace pour le secteur agricole du pays. Par conséquent, les prix des denrées alimentaires n'ont cessé d'augmenter. Le dernier indice d'abordabilité

calculé par le groupe Pietermaritzburg Economic Justice & Dignity (PMBEJD) montre que les prix des denrées alimentaires ont continué de grimper en juillet, le coût moyen du panier de la ménagère s'élevant à 4 748 R en juillet 2022, soit une hausse de 60,06 R (1,3 %) par rapport à juin (4 688 R). D'une année à l'autre, le coût moyen du panier de la ménagère a augmenté de 611,44 R (14,8 %), par rapport à 4 137 R en juillet 2021.

Le choix des communautés d'Eldorado et de Kathlehong, deux zones périurbaines de Johannesburg Est et Sud, dans la province de Gauteng, est largement lié à leur exposition incessante à la sécheresse et aux vagues de chaleur.¹⁹ Ces événements déclenchés par l'homme ont maintenant un impact négatif sur l'agriculture dans ces zones, laissant les petits agriculteurs souffrir, car leur survie constitue désormais une lutte. Eldorado et Kagiso sont les plus durement touchées car 90 % de la classe ouvrière de ces communautés sont aujourd'hui au chômage et font partie de la tranche de revenus les plus faibles.²⁰

Ces communautés vivent sous le seuil de pauvreté et l'agriculture à petite échelle est leur seule source de subsistance, de nourriture et de moyens de survie. Sans aucun moyen de s'adapter à ces impacts, face au refus de crédit et de soutien technologique, ces petits agriculteurs restent découragés et vulnérables.

Les mesures avancées par le gouvernement et les grands propriétaires agricoles sont clairement axées sur le profit, la destruction de la biodiversité, l'agro-industrie à forte intensité en carbone et toxique, aux dépens des petits agriculteurs pauvres et vulnérables dont la seule ressource (le sol) est maintenant détruite sans compensation.

17 <https://www.countryreports.org/country/SouthAfrica/geography.htm>

18 <https://news.mit.edu/2021/scientists-project-increased-risk-water-supplies-south-africa-this-century-1105>

19 <https://krugersdorpnews.co.za/277779/council-looking-for-solutions-as-heat-wave-wreaks-havoc/>

20 <https://ewn.co.za/2022/08/07/trust-deficit-between-police-and-the-west-rand-community-widens>

Témoignages

Miriam Heyes, petite agricultrice d'âge moyen d'Eldorado

« Notre sol est tellement exposée au soleil qu'il est nécessaire d'avoir plus de compost et d'eau pour maintenir les nutriments du sol tels que l'azote et l'humidité. Ces nouvelles réalités affectent la production alimentaire dans notre communauté. »

Victor Ngobese, agriculteur d'âge moyen de la communauté de Katlehong

« Cultiver des aliments est difficile de nos jours en raison de la chaleur excessive. Le sol est trop sec. Et quand il pleut, le sol perd des nutriments, les cultures ne poussent pas et il faut régénérer le sol de manière organique. »

Victor, autochtone âgé de 35 ans, cultivateur de moringa

« Pendant l'été, la plantation de moringa prospère dans des conditions chaudes même dans un sol argileux mais la situation n'est pas la même car ils ne survivent pas aux rayons brûlants du soleil. »

Observations:

La communauté souffre des conditions météorologiques extrêmes causées par le changement climatique. Les habitants sont confrontés à une chaleur extrême et à un temps sec qui affectent maintenant les zones de production. Dans la plupart des cas, le sol est compacté et sec. Comme le montrent les résidents interrogés, il se note une perte massive d'investissements dans la production alimentaire, ce qui laisse la population très appauvrie.

Contenu et photos par Gender CC en Afrique du Sud



Tshabalala, un agriculteur de la communauté de Katlehong, pointe du doigt les destructions engendrées par les conditions environnementales défavorables sur ses cultures.

Faire Payer Les Grands Pollueurs

Les demandes des communautés les plus vulnérables



L'Érosion côtière dans le district de Baguda au Togo, où vit la communauté Doevi Kope.

Faire payer les responsables du changement climatique

La campagne « Faire payer les gros pollueurs » a été lancée en septembre 2019 par une coalition internationale de militants pour la justice climatique, en marge du Sommet Action Climat du Secrétaire général des Nations unies à New York. L'objectif principal de la campagne est de protéger les droits des communautés à la propriété de leur terres, considérées comme ancestrales. Elles ne doivent pas être victimes de la montée des eaux, des inondations, des sécheresses, de la déforestation, de l'accaparement des terres et des autres conséquences destructrices de l'extraction des combustibles fossiles.

Les industries qui ont alimenté la crise climatique, financé le déni des changements climatiques et bloqué les progrès jusque dans le domaine climatique pendant des décennies doivent payer pour les dommages qu'elles ont causés. Les tenir pour responsables, c'est veiller à ce que leurs responsabilités soient engagées sur les plans pénal et financier, et à ce qu'elles mettent fin aux pratiques qui ont été à l'origine de cette crise. La campagne souligne la nécessité de mener des actions conjointes et organisées contre ces sociétés afin qu'elles paient leur dette et qu'elles s'engagent à ne plus commettre d'infractions. Compte tenu des éléments précédents, les parties prenantes clés doivent également jouer un rôle crucial.



Terres agricoles fortement inondées dans le parc Eldorado, en Afrique du Sud.

Les points suivants traduisent les demandes des communautés les plus vulnérables :

LES GOUVERNEMENTS AFRICAINS DOIVENT :

- Intégrer les préoccupations des communautés les plus vulnérables dans leurs priorités et politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.
- Mettre en place et financer efficacement des institutions spécialisées qui s'occuperont exclusivement des impacts du changement climatique dans les communautés les plus vulnérables, afin d'assurer le financement, la formation du personnel et le renforcement des capacités.
- S'assurer que leurs politiques ou leur cadre juridique en matière de changement climatique sont indépendants et isolés des suggestions et de l'influence des entreprises, avant, pendant et après leur mise en œuvre.
- Constituer des comités structurés composés d'acteurs étatiques et non étatiques (résidents des communautés en première ligne) afin de surveiller les impacts du changement climatique et recommander des compensations pour les victimes.
- Institutionnaliser le fonds de soutien aux victimes de la crise climatique et veiller à ce qu'il soit pleinement opérationnel.
- Réaliser des audits environnementaux systématiques et en temps utile dans les régions sujettes aux crises climatiques.
- Garantir le respect de l'élaboration d'une étude d'impact environnemental pour tout projet.

- Reconnaître et soutenir la constitution de l'Accord de développement communautaire (ADC) en tant qu'association de liaison et d'engagement.
- Revoir les politiques existantes afin de prévoir des pénalités et des amendes plus sévères pour les gros pollueurs.

LES GROUPES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE DOIVENT :

- Travailler en collaboration avec les communautés les plus vulnérables pour surveiller et signaler les infractions commises et perpétrées par les entreprises/grands pollueurs dans leurs localités et communautés.
- Aider les communautés les plus vulnérables à identifier et à adopter des mesures locales d'atténuation du changement climatique qui réduiront l'empreinte carbone.
- Tirer parti des possibilités d'organisation communautaire pour résister et exiger des actions durables en matière de climat.
- Adopter et promouvoir un programme commun de lutte contre le changement climatique (exigences africaines en matière de changement climatique/ énoncé de position commun)
- Travailler avec et promouvoir des approches et des solutions communautaires qui donneront la priorité aux droits environnementaux et sociaux des communautés, et permettront de les revendiquer.

LES MÉDIAS DOIVENT :

- Exposer et amplifier les préoccupations des communautés les plus vulnérables sur le changement climatique et le besoin d'inclusion dans les processus de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).
- Réaliser des interviews structurées et des sondages d'opinion afin de recueillir les témoignages des résidents des communautés les plus vulnérables.
- Servir de passerelle entre les acteurs étatiques et non étatiques pour communiquer efficacement sur les politiques climatiques.
- Renforcer les efforts de plaidoyer ciblant les décideurs en vue d'actions politiques concrètes.
- Contribuer à mieux faire connaître au public les dangers du changement climatique et appuyer les campagnes de sensibilisation des communautés les plus vulnérables.
- Faciliter le mécanisme des pertes et dommages, en particulier pour les communautés les plus vulnérables dans le monde entier.



Corporate Accountability and Public Participation Africa (CAPPAA) est une organisation non gouvernementale panafricaine ayant pour mission la promotion des droits de l'homme, la lutte contre l'abus des ressources naturelles par les entreprises et le renforcement du pouvoir des communautés pour un développement inclusif et une gouvernance participative.

Pour de plus amples informations, veuillez visiter le site web de la CAPPAA à l'adresse suivante:

<https://cappaafrica.org/>

